

Débats

Marc Lazar : « En Italie, il n’y a pas d’interdit à une alliance entre les droites »

entretien Les Italiens se rendront aux urnes le 25 septembre pour élire députés et sénateurs lors d’élections anticipées. La coalition de centre droit - suivant la terminologie en vigueur en Italie - rassemble principalement la Lega, Forza Italia et Fratelli d’Italia, et fait figure de favorite. Par ailleurs, en son sein, Giorgia Meloni, leader de Fratelli d’Italia (parti issu indirectement d’Alliance nationale, qui a elle-même succédé au Mouvement social italien, néofasciste), revendique la présidence du Conseil en cas de victoire électorale. Professeur d’histoire et de sociologie politique à Sciences Po et président de la School of Government de l’université Luiss à Rome, Marc Lazar analyse la situation politique italienne, en particulier à droite, et l’événement que constituerait une majorité dirigée par Fratelli d’Italia et Giorgia Meloni.

Bernier, Martin Guillaume Perrault



fabien clairefond

LE FIGARO. - À l'approche des élections législatives, les trois partis de droite italiens ont conclu un accord. En quoi consiste cette coalition ?

Marc LAZAR. - Cet accord réunit la Lega, Forza Italia et Fratelli d'Italia, le parti le plus important de la coalition selon les sondages, plus une galaxie de petites formations centristes. Cette coalition a publié un programme commun. Les partis y affirment qu'ils respecteront les accords internationaux de l'Italie, resteront dans l'Alliance atlantique et continueront à soutenir le peuple ukrainien. Ils rappellent aussi leur volonté de rester dans l'Union européenne mais précisent que celle-ci devra être « *plus politique que bureaucratique* ». Giorgia Meloni s'est récemment prononcée pour une Europe, « *plus confédérale* », « *où les peuples compteraient plus* ».

Le texte insiste sur la défense et la promotion des racines et de l'identité judéo-chrétiennes de l'Europe et sur les questions d'immigration et de sécurité. La coalition a également annoncé son souhait de « *réviser le plan national de relance et de résilience* » engagé par Mario Draghi. Il y a des dispositions en faveur de l'écologie et l'environnement avec une possibilité de relancer un programme nucléaire que les Italiens ont repoussé par deux référendums (*en 1987 et en 2011, NDLR*). À cela s'ajoutent des mesures en faveur de la famille et de la natalité, dramatiquement

basse en Italie, le pays ayant un solde naturel négatif. Enfin, point très important qui soulève déjà des polémiques, le centre droit propose l'élection au suffrage universel du président de la République, ce qui supposerait un changement de la Constitution.

Comment expliquer, en Italie, la facilité des partis de droite à s'allier, malgré des divergences importantes (Europe, participation au gouvernement Draghi...) ?

Ces partis s'allient parce qu'ils y sont contraints par le mode de scrutin. Ils ont de profondes différences, par exemple sur la Russie et la guerre en Ukraine, et il y a une compétition pour le leadership entre Silvio Berlusconi, Matteo Salvini et Giorgia Meloni. Cette dernière cherche à affirmer sa prééminence et à imposer que le parti recueillant le plus de suffrages ait un candidat naturel, en l'occurrence elle, à la présidence du Conseil, bien que ce soit le président de la République qui nomme le président du Conseil.

Ils ont aussi de réelles convergences. D'abord une affirmation nationale voire « nationalitaire » déjà présente chez Silvio Berlusconi avec le nom de son parti depuis 1994, Forza Italia (« Allez l'Italie »). La Lega, au départ régionaliste, se veut une Ligue nationale depuis 2013, quand Matteo Salvini a pris la direction de ce parti. Giorgia Meloni est à la tête d'un parti nationaliste et souverainiste, issu du fascisme. Ces partis partagent l'hostilité à la gauche et l'anticommunisme, même s'il n'y a quasiment plus de communistes en Italie.

Il y a un troisième point d'accord : la défiance envers l'État. Du fait de l'origine de son parti, Giorgia Meloni se montre moins hostile à l'État, mais elle dénonce sa trop forte présence. Cela se double d'un accord sur le libéralisme économique (avec la promesse d'une diminution des taxes), là encore avec des divergences : il est fort chez Forza Italia et à la Lega, moins du côté de Fratelli d'Italia.

Pour Forza Italia et Fratelli d'Italia, et de manière moins prononcée dans la Lega, on retrouve ce que l'historien Giovanni Orsina a appelé « *l'anti-antifascisme* », c'est-à-dire l'exaspération contre l'antifascisme. Enfin, ces partis ont une sociologie assez semblable : leur électorat comporte une forte présence de petits commerçants, d'artisans, de chefs d'entreprise mais aussi d'employés et de catégories populaires ayant déserté la gauche. La droite dispose de ce qu'Antonio Gramsci appelait un « bloc social ». Cette tradition d'unité date de 1994 même s'il y a eu des tensions et des ruptures. Ces partis sont habitués à former une machine de guerre pour les élections même si ensuite gouverner ensemble s'avère plus compliqué.

Pourquoi n'y a-t-il pas, ou plus, d'interdit moral, au sein de la droite modérée, face à la perspective d'une alliance avec Giorgia Meloni et Matteo Salvini ? Cette situation est-elle le legs des choix de Berlusconi en son temps ?

Incontestablement, c'est la réussite de l'opération politique de Berlusconi : quand il se lance en politique en 1994, il choisit de faire une large alliance avec la Ligue du Nord, alors régionaliste, et Alliance nationale, un parti issu du fascisme. Cet accord fait qu'il n'y a pas d'interdit politique

et moral aujourd'hui. À l'époque, cela avait déclenché d'énormes polémiques dans le camp opposé, à gauche et au centre. Mais l'argumentaire de Silvio Berlusconi a été de dire que, grâce à lui, ces formations se sont déradicalisées. Par exemple, Gianfranco Fini, qui venait du néofascisme, a transformé son parti, Alliance nationale ; il en était arrivé à répudier son passé et le fascisme.

La Lega, que l'on classe en France à l'extrême droite, possède une composante de droite plus modérée, en particulier dans le nord de l'Italie avec une grande expérience de gestion municipale. Ce n'est pas une formation monolithique, ce qui explique son ralliement au gouvernement de Mario Draghi ; Matteo Salvini ne l'a pas fait de gaieté de cœur. Aujourd'hui, Fratelli d'Italia, la formation de Giorgia Meloni, tente aussi de sortir de son passé néofasciste.

Comme Fini avant elle, Giorgia Meloni a entrepris de se distancier de l'héritage fasciste qu'elle défendait jadis. Pourtant, ce passé ne semble pas lui avoir tant porté préjudice, et elle a déjà été ministre de Berlusconi. Et Enrico Letta, secrétaire du Parti démocrate, l'attaque moins sur ce passé que sur ses positions jugées hostiles à l'Union européenne. Quel rapport entretiennent les Italiens aujourd'hui avec l'héritage de Mussolini ?

Enrico Letta pointe le fait que Giorgia Meloni a, à l'évidence, un passé fasciste, qu'elle a gardé pour son parti le symbole de la flamme tricolore qui est sur la tombe de Mussolini, que nombre des candidats de son parti sont des nostalgiques du fascisme et qu'elle est encore ambiguë sur ce passé. Mais effectivement il préfère dénoncer un populisme dangereux pour l'Europe et la démocratie italienne. Il rappelle que son parti était contre l'Union européenne, qu'il n'a pas voté le plan de relance et de résilience ni le traité du Quirinal, que Meloni est proche des Polonais du parti Droit et Justice et de Viktor Orban en Hongrie sauf à propos de la guerre en Ukraine, ou encore qu'elle a fait un meeting enflammé en Espagne au mois de juin pour soutenir une candidate de Vox. Enrico Letta dénonce une droite conservatrice, traditionaliste, et parfois réactionnaire, qui pourrait dériver vers ce que l'on qualifie de démocratie « illibérale ». En revanche, une partie de la gauche, y compris dans son propre parti, considère que Giorgia - Meloni est fasciste.

Cela renvoie à des considérations plus larges sur l'opinion publique italienne, que l'on peut diviser en trois sensibilités. Il existe une active petite minorité nostalgique du fascisme, avec des partis comme Forza Nuova et Casa Pound. Chaque année, des dizaines de milliers d'Italiens rendent hommage au Duce sur sa tombe. Ensuite, une grande masse de la population voit le fascisme comme un régime d'opérette qui appartient au passé ; il ne sert donc plus à rien de revenir dessus. Enfin, une troisième sensibilité antifasciste n'oublie pas le drame qu'a représenté le fascisme et s'inquiète de sa résurgence possible avec Giorgia Meloni et ces minorités profascistes, avec aussi la quête de l'autorité du chef d'une partie des Italiens.

Un dernier niveau est celui des historiens. Aujourd'hui, existe un consensus historique, qui passe peu dans l'opinion, pour considérer le fascisme comme un totalitarisme, contrairement à

ce que disait Hannah Arendt. Cela a deux conséquences contradictoires. Certains estiment que subsistent des traces des deux décennies de totalitarisme fasciste et que ce passé ne passe pas. D'autres chercheurs estiment que la démocratie italienne qui existe depuis 1945-1946 a fait beaucoup de progrès et qu'elle est capable de résister à tout défi qui la mettrait en danger.

En Italie, on parle de « coalition de centre droit », là où beaucoup d'observateurs européens rangent Matteo Salvini et Giorgia Meloni à l'extrême droite ou les qualifient de droite radicale. Comment expliquer cette différence de vocabulaire ? La frontière entre droite et extrême droite ou droite radicale existe-t-elle en Italie ? Faut-il s'attendre à ce que le parti de Berlusconi s'efface derrière ses alliés plus radicaux ?

Effectivement, en France, on qualifie la Lega, Fratelli d'Italia, voire Silvio Berlusconi, d'« extrême droite ». En Italie, il existe un consensus politique, journalistique et académique pour parler de centre droit. Cela provient des années 1990, quand le système politique caractérisé entre autres par la puissance de la Démocratie chrétienne et du Parti communiste s'effondre. Cela a amené à la formation de coalitions, encouragée par les modes de scrutin. Il était impossible de se présenter comme « droite » parce qu'elle était historiquement associée au fascisme. Inversement, se revendiquer de gauche revenait à être identifié comme communiste. Ces larges coalitions de droite et de gauche ont voulu capter l'héritage de la Démocratie chrétienne qui occupait une position centrale, avec la conviction que les élections se gagnent avec l'électorat modéré du centre.

En ce qui concerne le centre droit, la grande transformation actuelle, c'est que le parti dominant n'est plus celui de Silvio Berlusconi, qui, d'un côté, adoptait un comportement radical et provocateur, de l'autre, se proclamait centriste et pro-européen. Désormais, c'est Fratelli d'Italia qui domine ; ce qui atteste une incontestable radicalisation du centre droit. Toutefois, dans le même temps, Giorgia Meloni sait que si elle reste sur des positions extrémistes, elle perdra. Elle est donc engagée dans une opération compliquée, parce qu'il y a encore des nostalgiques du fascisme dans son parti et son électorat, qui vise à se recentrer et à apparaître comme responsable, notamment pour rassurer les alliés de l'Italie, les milieux financiers et les décideurs internationaux. Très souvent sont sous-estimées les capacités des institutions parlementaires italiennes à absorber les charges protestataires ; en effet, elles incitent à la fois les partis politiques à une intense polarisation et à un recentrement permanent.

Comment expliquer que ne fleurisse pas, en Italie, un parti de gauche radicale comparable à La France insoumise ?

Le Mouvement 5 étoiles n'est pas comparable à La France insoumise, mais il a en son sein une composante de gauche sociale, écologique, pacifiste et critique de l'Otan. Une partie de l'électorat plutôt située à la gauche radicale a donc pu voter pour le Mouvement 5 étoiles même s'il n'y avait pas que des électeurs venus de ce côté-là. Par ailleurs, à gauche du Parti démocrate, il existe de nombreuses petites formations très divisées et sans un ou une leader.

Dans le passé, le syndicaliste Fausto Bertinotti a été une grande figure de la gauche radicale. Durant cette campagne électorale, Giuseppe Conte, le leader du Mouvement 5 étoiles, joue à fond la carte de la gauche et s'efforce de devenir la figure de référence de la gauche de la gauche.

Un sursaut des partis de gauche ou du centre aux législatives est-il à exclure ?

Par définition, une élection n'est jamais jouée d'avance, mais toutes les enquêtes d'opinion laissent penser que la droite devrait gagner. C'est assez facile à comprendre : le centre droit est uni. Le mode de scrutin prévoit une large part de proportionnelle puis un tiers des députés et des sénateurs élus dans des circonscriptions au scrutin uninominal à un tour ; si dans ces derniers, il n'y a qu'un candidat pour le centre droit, il l'emportera quasi automatiquement par rapport aux candidats divisés du centre, du centre gauche, de la gauche radicale et du Mouvement 5 étoiles. Cela pourrait tourner au triomphe pour la droite.

Une deuxième raison de la probable victoire de la droite, c'est qu'aujourd'hui, Fratelli d'Italia apparaît comme le parti de l'alternance, pour ne pas dire de l'alternative. Depuis sa création en 2012, il est dans l'opposition. Or le parti qui est en compétition avec Fratelli d'Italia pour être le premier parti en termes de vote à la proportionnelle, le Parti démocrate, est associé au pouvoir depuis 2011, à l'exception de 2018-2019. Et les Italiens en général cherchent à battre les formations qui sont au pouvoir.

Reste enfin un élément plus socioculturel : l'Italie, historiquement, est un pays plutôt de centre droit. On a été obsédé en France par le Parti communiste italien, qui était le plus puissant parti d'Europe occidentale, par son brio culturel qu'on opposait à la misère intellectuelle du Parti communiste français. Or, ce parti a toujours été minoritaire du fait, entre autres, de la structure sociale de l'Italie et de l'influence catholique. En outre, de nos jours, les Italiens s'inquiètent de leur déclin économique et démographique et sont saisis d'un sentiment « nationalitaire », ce qui favorise la droite et le centre droit.